

[Retour à l'article](#) | [Retour à l'accueil](#)

Pour imprimer cette page, sélectionnez "Imprimer" dans le menu "Fichier" de votre navigateur

La croissance verte peine à trouver des financements

Actu-Environnement.com - 23/09/2009

Le Grenelle de l'environnement et le plan de relance de l'économie ont fixé des objectifs précis pour tendre vers un verdissement de l'économie et répondre à la fois à la crise actuelle et au défi écologique. Transports, énergie, infrastructures, bâtiment, industrie doivent entamer une transformation profonde. Mais si le Grenelle a débloqué des fonds pour financer le changement, via des mesures fiscales ou des investissements supplémentaires, ces moyens économiques sont insuffisants. Le gouvernement entend s'appuyer sur un effort partagé des secteurs publics et privés mais aujourd'hui des freins persistent. *"L'idée de ce colloque était de réfléchir ensemble aux modalités financières pour tenir les objectifs du Grenelle et de l'enjeu climatique. Nous avons pu mettre le doigt sur les difficultés des uns et des autres pour arriver sur ce terrain-là. Il y a des initiatives diverses, nombreuses, certains sont pionniers mais nous ne sommes pas encore à la généralisation parfaite"*, a constaté Michèle Pappalardo, commissaire générale au développement durable, en fin de journée.

Pourtant, *"sans finance, il n'y a pas de croissance verte"*, a souligné Chantal Jouanno, la secrétaire d'Etat à l'Ecologie. *"Nous avons besoin dans ce secteur de plus de financements que d'autres filières : financements aux entreprises innovantes, financement des particuliers..."*

Ces activités sont très spécifiques car elles sont fortement liées à l'action publique. Le cadre incitatif est en train de se mettre en place", souligne François Moisan, directeur exécutif stratégique et recherche de l'ADEME.

Un financement insuffisant des entreprises par le secteur privé

"Il faut que les banques nous accompagnent". Comme Charles Beigbeder, président de Poweo, de nombreux participants au colloque du 22 septembre formulaient cette demande. Et ce, sur le long terme. Si les entreprises innovantes s'appuient beaucoup sur l'établissement public OSEO, sur l'ADEME pour trouver des financements, elles espèrent peu des banques aujourd'hui. Selon Olivier Dupont, président du directoire de Demeter partners, qui apporte des fonds propres aux entreprises, *"la crise a davantage creusé le fossé entre PME et banques"*.

Si OSEO, l'ADEME n'avaient pas été là, je ne serai pas présent aujourd'hui pour vous parler de la réussite de mon entreprise", explique Yvon Pellegrin, président directeur général de Semco engeneering. Levée de fonds propres, cautions, prêts à taux zéro... ont été mis en place par ces organismes pour soutenir les entreprises. Des dispositifs qui ont une grande importance : *"sans ces aides-là, les banques ne suivent pas"*, note Yvon Pellegrin.

"Il y a un problème de garanties", note François Moisan. *"Nous manquons de capital risque. Faut-il accompagner davantage les acteurs privés ? Nous y réfléchissons actuellement."*

"Nous avons besoin de plus de «capital risqueurs» et de fonds de garantie pour sécuriser un certain nombre d'opérations", note Michèle Pappalardo.

Des fonds privés insuffisants ?

Pourtant, des dispositifs financiers ont été mis en place pour financer davantage ces filières. *"Depuis longtemps, on s'est rendu compte que pour financer la croissance verte, autant du côté des entreprises que des particuliers, il fallait des fonds dédiés"*, souligne Arnaud Berger, directeur adjoint développement durable de la BPCE. Le CODEVI est devenu livret d'épargne développement durable, l'investissement socialement responsable se développe... *"En trois ans, il y a eu un changement dans l'offre bancaire. Le*

"livret DD a été créé avec un objectif de 10 % prêts verts, les prêts à taux bonifié se développent..." note Olivier Eon, responsable du développement des contenus consommateurs à Testé pour vous.

Pourtant, "aujourd'hui encore, nous avons des problèmes de ressources disponibles pour financer l'ensemble des secteurs concernés", estime Arnaud Berger. Les dispositifs mis en place seraient-ils insuffisants ? "Le livret d'épargne DD devait permettre de financer les PME-PMI, mais il n'a été assorti que d'un conditionnement à hauteur de 5 % pour les entreprises du secteur du développement durable. Comment faire en sorte que les banques jouent le jeu ?" s'interroge Sébastien Godinot, des Amis de la terre. Quant à l'ISR, "il reste une niche", note Emmanuel Soulias, de la MACIF.

D'autres dispositifs seraient donc à mettre en place ? "On peut s'étonner que l'épargne logement ne soit pas affecté à des projets de verdissement de l'habitat", note Olivier Eon. Pour Emmanuel Elias, "il faut inventer d'autres outils pour combler les manques."

S.FABREGAT

Actualité parue sur <http://www.actu-environnement.com> - © Tous droits réservés

En vertu de l'article L.111-1 du code la propriété intellectuelle, aucun texte ou élément composant le site Actu-environnement ne peut être copié, reproduit, modifié, réédité, dénaturé, transmis, diffusé ou distribué de quelque manière que ce soit, sur quelque support que ce soit, de façon partielle ou intégrale, sans l'autorisation écrite et préalable de l'Editeur sous peine de poursuites à l'exception des conditions spécifiquement prévues.

Édition Cogiterra - 16, rue Montbrun - 75014 Paris
Tél : 01 45 86 92 26 - Fax : 01 45 86 92 61